

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18 019 BOURGES

Bourges, le 25/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

S

NEXANS France

41 rue Maurice Gorse
18 500 Mehun-sur-Yèvre

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement NEXANS France implanté 41 rue Maurice Gorse, 18 500 Mehun-sur-Yèvre. L'inspection a été annoncée le 01/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXANS France
- 41 rue Maurice Gorse, 18 500 Mehun-sur-Yèvre
- Code AIOT : 0010004439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NEXANS implantée à Mehun-sur-Yèvre réalise l'étude technique et la production de câbles électriques d'instrumentation, de puissance, de hautes et basses tensions, téléphoniques et de compensation.

La société NEXANS est le leader Français de l'industrie du câble, ses câbles et systèmes de câblage sont présents dans les télécommunications et les réseaux d'énergie, en passant par l'aéronautique, l'espace, la construction, l'automobile, le ferroviaire, la pétrochimie, les applications médicales, l'informatique, etc.

Le site de Mehun-sur-Yèvre est autorisé par l'arrêté préfectoral du 7 août 2012 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 septembre 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite du 18/02/2020 ;
- Sécheresse ;
- Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.4.5	Sans objet
2	Origine des approvisionnements	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.1.1	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.3.10	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prescriptions sur les prélèvements d'eau et les rejets aqueux ...	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.1.2	Sans objet
4	Mesures de restriction en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.5.3	Sans objet
7	Décanteur-séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.8.7.7	Sans objet
8	Relevés des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.4.5
Thème(s) : Autre, Suites de la visite du 18 février 2020
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. [...].
Constats : L'exploitant fournira une attestation de formation ou d'habilitation de l'employé de la société DALKIA à la vérification du fonctionnement du système d'extinction automatiques d'incendie mise en place dans l'usine Nexans.
Observations : Constat du 18/02/2020 : L'exploitant fournira une attestation de formation ou d'habilitation de l'agent de la société DALKIA réalisant la vérification du fonctionnement du système d'extinction automatiques d'incendie mise en place dans l'usine Nexans. La vérification périodique du fonctionnement du système de sprinklage est assurée par des agents de la société DALKIA (prestataire de service sur le site Nexans). Lors de la visite du 13 décembre 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées une attestation de formation ou l'habilitation du personnel de DALKIA réalisant la vérification du fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie mise en place dans l'usine Nexans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Origine des approvisionnements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.1.1					
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources et des milieux aquatiques					
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :					
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal (m³)	
				Horaire	Journalier
Eau souterraine (forge)	X = 590052 Y = 2239208	0418141U0006	40 000	6	144
Réseau public	Mehun-sur-Yèvre		5 000	0,66	16
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.					
Constats : Les volumes de prélèvement d'eau de ville ne sont pas respectés.					
Observations : Lors de la visite du 13 décembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les volumes de prélèvement d'eau de ville ne sont pas respectés pour les années 2022 et 2023. En 2022, la société a consommé 8 720 m³ d'eau de ville et elle a consommé 6 950 m³ entre le 1 ^{er} janvier 2023 et le 31 novembre 2023. L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'eau du forage ne peut pas être utilisée pour le processus " XHFRR " (Cross linked Halogen Free Flame Retardant [Fabrication sous forme de granulés des différentes matières pour l'isolant de certains câbles]) car elle engendre trop de colmatage. De ce fait, la consommation en eau de forage est inférieure au volume maximal autorisé annuellement avec une quantité de 15 336 m³ pour l'année 2022 et une quantité de 12 985 m³ pour les mois de janvier à novembre de l'année 2023. L'exploitant a indiqué à l'inspection que le dossier de demande de modifications transmis mentionne l'utilisation d'eau de ville pour les eaux osmosées.					
Type de suites proposées : Susceptible de suites					

N° 3 : Prescriptions sur les prélèvements d'eau et les rejets aqueux...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : <ul style="list-style-type: none">• de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels ;• d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;• d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;• de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau où de la nappe d'eau souterraine. Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite d'inspection du 13 décembre 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier que : <ul style="list-style-type: none">• les prélèvements se limitent aux strictes nécessités des processus industriel, (l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une action de « maîtrise de l'eau sanitaire » a été réalisée par la société et a permis de détecter des fuites sur le réseau d'eau de ville et de diminuer la consommation journalière) ;• le personnel a été sensibilisé à la nécessité de préserver au mieux la ressources en eau au moyen d'un « message du jour » ainsi qu'une réunion de « Gestion des évolutions de la consommation d'eau » ;• les rejets de l'établissement n'ont pas été réalisés en période d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de restriction en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; [...].
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite d'inspection du 13 décembre 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier de la réduction d'au moins 20 % des prélèvements en eau depuis le 1er janvier 2018. Durant l'année 2017, la société NEXANS a prélevée 33 963 m ³ d'eau de forage et 6 063 m ³ d'eau de ville, soit un total de 40 026 m ³ . Pour l'année 2022, la société a prélevé 15 336 m ³ d'eau de forage et 8 720 m ³ d'eau de ville, soit un total de 24 056 m ³ . La réduction des prélèvements en eau de la société depuis le 1er janvier 2018 est donc de plus de 20 %. De ce fait, les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restrictions, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ne sont pas applicables à l'établissement Nexans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.3.10		
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources et des milieux aquatiques		
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, des valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5)		
Paramètres	Valeur limites de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés	Flux maximal
Matières en suspension totale (MEST)	100 mg/Nm ³	15 kg/j
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	300 mg/Nm ³	100 kg/j
Demande Biologique en Oxygène (DBO5)	100 mg/Nm ³	30 kg/j
Métaux lourds totaux (*)	15 mg/Nm ³	
Hydrocarbures totaux	10 mg/Nm ³	
AOX	1 mg/Nm ³	
La superficie des toitures, aires de stockages, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 81 188 m ² .		
Constats : Les analyses des eaux pluviales avant rejet ne sont pas réalisées.		
Observations : Lors de la visite du 13 décembre 2023, l'inspection a constaté que l'exploitant ne réalise pas de contrôle avant rejet des eaux pluviales afin contrôler le respect des valeurs limites pour certains paramètres.		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. [...].
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite du 13 décembre 2023, l'inspection des installations classées a contrôlé par échantillonnage les stockages des produits sur la " ligne d'extrusion au plomb " et dans la zone " métallurgie ". L'inspection a constaté que les liquides susceptibles d'engendrer des pollutions des eaux ou des sols dans ces zones sont stockés sur rétention (de volumes suffisants). L'inspection a également constaté l'affichage d'un mode opératoire sur la " Gestion des produits chimiques " à proximité des stockages, ce mode opératoire détaille notamment la compatibilité/incompatibilité des produits sur rétention...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Décanteur-séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.8.7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Le decanteur-separateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique en sortie de separateur en cas d'afflux d'hydrocarbures pour empêcher tout déversement d'hydrocarbures dans le réseau. Le séparateur-décanteur d'hydrocarbures est conforme à la norme en vigueur ou à toute autre norme de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen. Le decanteur-separateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi que la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi de nettoyage du decanteur-separateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées où du contrôle périodique.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite du 13 décembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que le séparateur à hydrocarbures est muni d'un obturateur pneumatique permettant d'empêcher tout déversement d'hydrocarbures dans le réseau en cas d'afflux d'hydrocarbures. L'inspection a constaté que la dernière opération de nettoyage (vidange, pompage des effluents...) des séparateurs à hydrocarbures a été réalisé le 4 août 2023 par la société « JEAN GESSET ET FILS ». Les opérations de nettoyage précédentes avaient été réalisées le 29 décembre 2022 et en 2021 par la même société. L'exploitant a présenté à l'inspection le bordereau de suivi de déchets dangereux (BSD-20230725-3NFRX5HDA) complété et signé par les différents interlocuteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Relevés des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé chaque semaine. Les résultats sont portés sur un registre.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite du 13 décembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'établissement comporte des compteurs permettant de totaliser les volumes d'eau du réseau public et des eaux souterraines (forage) prélevées. L'inspection a également constaté que l'exploitant tient à jour un registre dans lequel il consigne les volumes totalisés de manière hebdomadaire.
Type de suites proposées : Sans suite